



DOCTORAT D'HONNEUR

M. Roch Bolduc

22 mai 2014

Hommage à M. Roch Bolduc
Par M. Nelson Michaud, directeur général de l'ENAP

« O combien d'actions, combien d'exploits célèbres

Sont demeurés sans gloire au milieu des ténèbres. »

Commencer un hommage par ces mots que Corneille prêtait à Don Rodrigue, c'est à la fois saluer l'un des grands classiques qui a marqué notre récipiendaire, mais aussi nous rappeler notre devoir de ne pas laisser dans l'oubli des actions qui, sans aspirer à la célébrité, ont néanmoins façonné profondément notre société.

C'est un peu en réponse à ce devoir que nous soulignons la contribution exceptionnelle de Roch Bolduc au Québec contemporain, par la structuration qu'il a amenée à son administration publique.

Roch Bolduc fait en effet partie du petit groupe des hauts fonctionnaires qui, au tournant des années 1960, ont littéralement bâti la fonction publique québécoise moderne et ont grandement contribué, dans les décennies qui ont suivi, à renouveler l'administration publique. De ces bâtisseurs, il s'est distingué en portant jusqu'à son achèvement, son rêve de 1953, alors qu'il étudiait à Chicago, de réformer l'administration publique québécoise.

En lui remettant la Médaille de Grand Artisan de la Révolution tranquille en septembre 2010, le premier ministre Jean Charest l'a reconnu de façon éloquente : « Vous avez été parmi les premiers grands fonctionnaires de l'État québécois moderne ».

Roch Bolduc aura en effet consacré plus de trente années de sa vie au service de l'administration publique québécoise et il aura travaillé étroitement pour non moins que huit premiers ministres

du Québec : Maurice Duplessis, Paul Sauvé, Antonio Barrette, Jean Lesage, Daniel Johnson (père), Jean-Jacques Bertrand, Robert Bourassa et René Lévesque.

Fonctionnaire distingué, aussi travaillant et efficace que modeste et effacé, ce grand architecte de la fonction publique québécoise sera cependant toujours demeuré un travailleur de l'ombre, l'un de ces grands artisans méconnus de la Révolution tranquille.

Pourtant, « cet homme est l'un des grands commis les plus efficaces et les plus désintéressés que l'État québécois ait jamais eus à son service », disait déjà de lui Claude Ryan dans un éditorial du journal *Le Devoir* en novembre 1973.

Discret et loyal, mû par des valeurs profondes, modèle de l'honnête homme, son abnégation, son intégrité et son sens poussé de l'engagement, en plus de susciter l'admiration de tous ceux qui l'ont côtoyé, attestent bien aussi le fait qu'il a toujours été doué d'un très grand souci pour ce que l'on appelle le bien

commun et le service public. En homme réfléchi, passionné de lectures savantes et par le monde des idées qu'il n'a jamais abandonné sa carrière durant et par la suite, Roch Bolduc a aussi toujours éprouvé et exprimé un respect sincère et profond pour le monde universitaire en général – monde auquel il a failli se joindre à quelques reprises – et les sciences sociales en particulier.

Originaire de Saint-Raphaël-de-Bellechasse, Roch Bolduc a pour ancêtre en terre d'Amérique, l'un des hauts fonctionnaires de la jeune colonie sous le gouverneur Frontenac – bon sang ne saurait mentir ! Il a grandi dans un milieu politisé, ouvert à la mobilité et à une américanité qu'il a apprivoisée par ses oncles voyageant souvent aux États-Unis et à laquelle il a été très tôt réceptif par les lectures, le cinéma et les voyages, ce qui le prépara à ses séjours d'études dans ce pays.

Après avoir amorcé son cours classique au Collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière et l'avoir achevé au Séminaire de Trois-Rivières, il poursuit sa formation à l'Université Laval où il est fait bachelier ès arts, licencié en droit. Il est ensuite admis au Barreau de Québec en 1952. Il poursuivra finalement des études postgraduées en administration publique à l'Université de Chicago en 1952-1953.

Après un bref stage au ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec, il devient inspecteur à la Commission du service civil en 1954. En 1956, âgé d'à peine 28 ans, il y dirige le Service de l'organisation gouvernementale et de la classification des emplois.

Véritable chantier, ce dossier capital le mobilisera plusieurs années durant et contribuera à le confirmer parmi les véritables bâtisseurs de ce qui est devenu la fonction publique québécoise contemporaine.

Fort de cette expérience et de la confiance que placent en lui les politiques, il occupe tour à tour, entre 1961 à 1964, les fonctions de conseiller au Bureau de la planification du ministère de la Jeunesse, de secrétaire du Comité spécial de l'Assemblée législative sur les relations de travail dans les services publics et de directeur de la planification à la Commission de la fonction publique.

Membre de la Commission de la fonction publique de 1965 à 1969, il est nommé sous-ministre, le premier, lors de la création du ministère de la Fonction publique en décembre 1969.

Secrétaire associé au Secrétariat du Conseil du trésor de mars 1971 à septembre 1972, puis attaché au Collège de la défense nationale en 1972-1973, il redevient sous-ministre en 1973, au ministère des Affaires municipales cette fois.

Tout en exerçant cette fonction, il devient membre de l'Office de planification et de développement du Québec en 1976 et accède,

en janvier 1979, à la présidence de la Commission de la fonction publique.

En 1982, Roch Bolduc prendra sa retraite de la fonction publique et poursuivra, jusqu'en 1988, une carrière dans le secteur privé à titre de vice-président et conseiller au président de la firme CGI.

En 1986 cependant, à la demande du premier ministre Robert Bourassa, il acceptera de reprendre du service pour l'État québécois et assumera, pour un mandat d'une année, la fonction de secrétaire général du gouvernement.

Finalement, pour couronner sa brillante carrière au service du public, Roch Bolduc est nommé au Sénat du Canada par le premier ministre Brian Mulroney en 1988. Il y a notamment été membre du Comité des affaires étrangères et du Comité des finances nationales, avant de prendre sa retraite de cette institution en 2003.

Tout au long de son cheminement dans la fonction publique, Roch Bolduc a été membre de plusieurs commissions et comités d'études sur la modernisation de la gestion gouvernementale, les réformes administratives de la fonction publique et l'avenir des universités.

Par conséquent, la liste des personnalités marquantes qu'il aura fréquentées étroitement par le travail et par amitié est impressionnante. Elle comporte les noms de toute une génération de politiciens, de hauts fonctionnaires et d'autres grands serviteurs de l'État ayant marqué la Révolution tranquille.

Parallèlement à ces activités, Roch Bolduc a enseigné l'administration publique au Département des sciences politiques de l'Université de Montréal entre 1955 et 1960, puis à l'Université Laval entre 1960 et 1965. Il a également été chargé

d'enseignement à l'Université Concordia et à l'Université du Québec à Montréal. Longtemps associé à l'École nationale d'administration publique (ENAP) dont il a favorisé la création, il a publié plusieurs articles, notamment dans la revue *Administration publique du Canada* entre 1974 et 1984, de même que plusieurs chapitres dans des ouvrages collectifs.

Membre actif de l'Institut d'administration publique du Canada (IAPC) pendant plus de 30 ans, il y a été conférencier à maintes reprises, membre de son comité de recherche et directeur associé de collection.

Récipiendaire de la médaille Vanier en 1980, de la Médaille du premier ministre du Québec en 1982, d'un doctorat honorifique en droit de l'Université Concordia en 1982, il a été fait officier de l'Ordre du Canada en 1984 et chevalier de l'Ordre national du Québec en 1998.

La dernière distinction qu'il s'est vu remettre est la Médaille de « Grand Artisan de la Révolution tranquille » en 2010, dans le cadre des commémorations ayant entouré le 50^e anniversaire du début de cet important événement historique national.

Dans ses mémoires, publiées à l'automne 2012, Roch Bolduc explique avoir écrit par « devoir de mémoire » envers les acteurs de cette tranche d'histoire qu'il a traversée et qui est aussi « une parcelle de notre patrimoine ». Ce livre, par son titre même, affiche d'emblée cette humilité et cette discrétion qui le caractérisent.

C'est donc à ce remarquable « mandarin de l'ombre », à ce représentant hors pair d'une « équipe de fonctionnaires formidables » qui, à partir du tournant des années 1960, ont littéralement bâti le Québec moderne, que l'ENAP entend rendre hommage aujourd'hui en lui manifestant une reconnaissance qu'il mérite amplement.

En souvenir et en signe de gratitude pour « tous les acteurs de cette tranche d'histoire qui est une parcelle de notre patrimoine », l'École nationale d'administration publique est très fière d'honorer ce grand commis de l'État québécois en invitant l'Université du Québec à lui décerner, pour l'ensemble de sa carrière, de son œuvre et de sa contribution au développement et à l'épanouissement de la société québécoise, un doctorat *honoris causa* en administration publique.

Nelson Michaud, Ph. D
Directeur général, ENAP